

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGREGATS REVALORISATION NEGOCES

36 ROUTE DES HELEINES
ACQUEVILLE
50440 La Hague

Références : 2025 - 500
Code AIOT : 0005301357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement AGREGATS REVALORISATION NEGOCES implanté Les Trois Moulins 50270 Les Moitiers-d'Allonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Présentation des projets de l'exploitant en lien avec des parcelles qui seront libérées par la CAC. Rappel sur divers suivis à remettre en place avec la reprise de l'extraction de matériau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGREGATS REVALORISATION NEGOCES
- Les Trois Moulins 50270 Les Moitiers-d'Allonne

- Code AIOT : 0005301357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de « La Lande du Bosquet » située sur la commune des Moitiers d'Allonne est autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 pour une production de 250 000 tonnes par an. Un changement d'exploitant au profit de la société ARN a été acté par arrêté complémentaire du 20 mai 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 16.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 1	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 12	Sans objet
4	Pollution des sols et des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.1	Sans objet
5	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.3	Sans objet
6	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 30	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît qu'en dépit de la mise en sommeil de la carrière pendant une douzaine d'années, ses divers suivis ont été assurés. Le nouvel exploitant souhaite relancer l'activité en la faisant évoluer quelque peu en améliorant les conditions d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 1
Thème(s) : Situation administrative, niveau d'activité et projets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation porte sur les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2510.1 exploitation de carrières : Extraction de grès sur une superficie exploitable de 66 500 m² [hors délaissés] Tonnage annuel maximal : 250 kt aux conditions définies au (1) - 2515.1 broyage, concassage, criblage, ensachage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de 1200 kW. - 2517.1 Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. La capacité de stockage étant de 80 000 m³
<p>Constats :</p> <p>L'extraction de matériau est à l'arrêt, des travaux sont en cours en vue de la remise en activité de la carrière (mise en place des futurs bureaux d'ARN, d'un pont-bascule, entretien des bassins de gestion des eaux, création d'un bassin de pré-décantation).</p> <p>L'exploitant a en projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> → de sécuriser l'accès à la carrière en créant une seconde entrée (acquisition d'une parcelle appartenant à la CAC), un élargissement des pistes pour faciliter le croisement des véhicules sur le site et leur stationnement en retrait de la route départementale. → d'exploiter le terrain de l'ancienne installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de la CAC (location de deux parties de parcelles) en implantant une activité de revalorisation de matériaux inertes (production de graves recyclées → pas d'affouillement, limitation de l'extraction de matériaux). Ces activités entrent dans le cadre des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Or, l'arrêté d'autorisation de la carrière du 4 mars 2010 autorise déjà la mise en œuvre de ces activités qui n'accueilleront que des professionnels (pas de classement attendu en rubrique 2710). Elles seront complémentaires des activités de la déchetterie voisine exploitée par la CAC. <p>Il est rappelé que la mise en place de l'activité d'ARN au droit de l'ancienne ISDI est conditionnée par la remise en état préalable de celle-ci. Les représentants de la CAC ont confirmé que la notification de la cessation d'activité et la remise en état des lieux sont en cours de réalisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> → d'améliorer la protection visuelle en créant un merlon planté. → la reprise de l'extraction sera limitée, elle devrait être effective d'ici la fin de l'année 2025, volonté de recycler les matériaux. <p>Voir les photographies de l'entrée de la carrière, des locaux en cours de mise en place, du front d'extraction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de produire un dossier de porter à connaissance présentant les modifications qu'il souhaite mettre en œuvre : évolution des activités, du périmètre de la carrière, du plan de phasage de l'exploitation et des garanties financières, cela conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté d'autorisation du 4 mars 2010.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 2 : Plan d'exploitation</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet</p>

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille, les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, ...),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres découvertes,
- les zones de stockage de déchets inertes.

[...]

Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - unité territoriale de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a remis lors de l'inspection la dernière mise à jour du plan topographique qui date du 8 juillet 2024. L'article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 impose que la cote d'extraction soit au-dessus du niveau 80 m NGF. L'examen du plan topographique montre le respect de cette cote qui correspond à celle de la route départementale qui permet d'accéder au site. Il est rappelé à l'exploitant que la reprise de l'extraction nécessite la mise à jour annuelle du plan topographique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 16.1

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet

Prescription contrôlée :

16.1 - Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, (le cas échéant) les types de déchets inertes admissibles et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Constats :

Le panneau d'information mis en place par le précédent exploitant a été observé lors de la visite. Le nouvel exploitant doit en mettre un nouveau en place intégrant l'ensemble des informations prévues, notamment celles concernant les déchets inertes admissibles sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un nouveau panneau d'information à l'entrée de la carrière comportant l'ensemble des informations prévues à l'article 16.1 de l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Pollution des sols et des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : <p>Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : <p>Aucun stockage de produit liquide n'a été observé lors de la visite.</p> <p>Une chargeuse va arriver sur le site à compter de la semaine 40. L'exploitant indique qu'il prévoit de délocaliser son entretien à l'extérieur de la carrière.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de préciser comment seront assurés le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantiers utilisés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 29.3
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p>

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (NF T 90 008),
- le débit maximal instantané est de 87 L/s,
- le débit moyen journalier est de 350 m³/j,
- la température est inférieure à 30 °C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105-2 ou NF EN 872),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFG 90 101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114 ou NF EN ISO 9377-2).

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

[...]

Les eaux rejetées dans le fossé de la RD 323 repéré ci-dessus font l'objet d'une analyse trimestrielle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.

Les résultats commentés sont communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois suivant.

L'exploitant met en œuvre un contrôle interne régulier du PH, à minima -mensuel pour contrôler l'efficacité de son dispositif de neutralisation. Ce dernier sera régulièrement entretenu et/ou renouvelé de manière à garantir le respect des limites autorisées de pH. Les résultats de ces contrôles internes sont consignés dans un registre consultable sur site par l'inspection des installations classées. Les anomalies constatées sont portées à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments de compréhension nécessaires et les mesures correctives adoptées.

Constats :

La visite du site a montré que les ouvrages de gestion des eaux ont fait l'objet d'un entretien, ils sont dans un état satisfaisant (voir photographie du bassin final ci-dessous).

L'exploitant a remis lors de l'inspection les derniers résultats de mesure de la qualité de l'eau issue de la carrière. Les analyses LABEO des 18/03/24, 02/10/24, 19/12/24 et 06/03/25 attestent le respect des seuils prévus par l'arrêté d'autorisation. Les eaux apparaissent très peu chargées ce qui est cohérent avec l'activité très limitée sur le site.

Le nouvel exploitant n'a pas encore lancé de mesure, mais a sollicité LABEO pour réaliser de nouvelles analyses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats de la prochaine campagne de mesure de la qualité des eaux du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 30

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 3, sont disposés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au sud en limite de carrière, près de la déchetterie tel que défini dans le dossier de demande, - au nord est, en limite de la carrière au niveau du chemin rural, - à l'ouest en limite de carrière. <p>Ils sont exploités en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fois par mois durant les trois mois d'été, - une fois par trimestre en dehors de la période estivale. <p>Les résultats des mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis suite à l'inspection les résultats de la campagne de mars/avril 2025 mise en œuvre par BELEMES. Deux jauges OWEN ont été utilisées. Le résultat moyen de 75 mg/m²/jour est nettement inférieur au seuil réglementaire de 500 mg/m²/jour applicable, ce résultat était attendu au vu de l'activité quasi nulle sur la carrière.</p> <p>L'exploitant a remis lors de l'inspection le devis de BELEMES pour la réalisation d'une campagne du 15 octobre au 14 novembre prochain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats de la prochaine campagne de mesure de retombées de poussières sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>31.1 - L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à</p>

l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :

- Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété : 55 dB(A) ;
- Émergence maximale dans les ZER : 5dB(A).

31.3 - Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté et au début de chaque nouvelle phase pour lesquelles les fronts de taille se rapprochent des habitations. Les emplacements pour la réalisation de ces mesures doivent être choisis en accord avec l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis après l'inspection le rapport (BEAT) du dernier contrôle de bruit de mars 2011. L'examen de ce document montre le respect des seuils réglementaires pour chacun des cinq points de mesure. La mise en sommeil de la carrière à compter de 2013 a fait que les mesures de bruit ne présentaient plus d'intérêt particulier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de remettre en place le suivi triennal de la situation sonore à la reprise des extractions.

Type de suites proposées : Sans suite